



Comprendre & Entreprendre

Se développer dans un monde complexe

Le rachat d'Alstom par General Electric : les leçons d'une "guerre fantôme"



David Gendreau et Alexandre Leraître

Auteurs du documentaire *Guerre fantôme, la vente d'Alstom à General Electric*, régulièrement diffusé depuis 2017 sur la Chaîne parlementaire en raison de son succès¹, le réalisateur David Gendreau et l'analyste en intelligence économique Alexandre Leraître viennent de fonder la société MGS (Media Geo Stratégie) spécialisée dans la communication audiovisuelle autour des grands enjeux géopolitiques. Objectif : aider les entreprises à évoluer dans un contexte de guerre économique.

Dans l'entretien qu'ils ont accordé à Jean-Guy Bernard, Directeur Général de l'EM Normandie, David Gendreau et Alexandre Leraître reviennent sur l'achat de la branche énergie d'Alstom par l'américain General Electric et sur ses conséquences multiformes pour la France et certains de ses territoires, dont la Normandie. Ils plaident pour une prise en compte accrue de l'intelligence économique territoriale dans les politiques publiques afin d'empêcher qu'à l'avenir, de nouveaux raids de ce type viennent nuire à notre économie.

Comprendre & Entreprendre

De par sa vocation, l'EM Normandie entretient un lien puissant avec son territoire et les entreprises qui s'y développent. D'où sa légitime implication dans les enjeux relevant de l'Intelligence Économique et Territoriale. Car c'est ici, sur notre sol, que s'enracinent les projets qui assureront demain notre prospérité. La lettre de réflexion Comprendre & Entreprendre vise à soutenir cette dynamique. Elle s'adresse à toutes celles et ceux qui anticipent, imaginent l'avenir et doivent faire des choix stratégiques. Seule la combinaison astucieuse de l'action et de la réflexion nous permettra d'optimiser notre positionnement et notre engagement au sein d'un monde complexe et mouvant.

Votre documentaire démontre que certains enjeux locaux – en l'espèce, l'avenir d'un bassin d'emploi porteur d'un savoir-faire industriel unique – peuvent être intriqués avec d'authentiques enjeux géopolitiques : en l'occurrence, l'indépendance énergétique de la France face à la stratégie de prédation économique américaine. En commençant votre enquête, aviez-vous conscience de vous attaquer à un dossier aussi explosif ?

David Gendreau. Oui... et non ! Oui puisque le point de départ de nos investigations était le rapport que le Centre français de recherche sur le Renseignement (CF2R) avait consacré au sujet, dès la fin de 2014², étude absolument essentielle qui, déjà, concluait à un scandale d'Etat d'ampleur exceptionnelle... Non car, au fur et mesure de notre enquête, la situation n'a cessé d'évoluer. Et de nouveaux éléments sont apparus, qui aggravaient encore ce constat, en particulier la cession à Siemens de la partie d'Alstom que General Electric

(GE) n'avait pas rachetée : ses activités ferroviaires. Pour résumer, nous sommes partis pour étudier un cas d'école, à savoir la mise hors-circuit par GE de son principal concurrent mondial aboutissant, en prime, à l'entrée en force des Américains dans le cœur du cœur de notre technologie nucléaire... Et nous avons abouti à quelque chose d'une ampleur que nous ne soupçonnions pas : le formidable désintérêt – pour ne pas dire la négligence condamnable – dont la plupart des décideurs politiques, toutes tendances confondues, font montre en matière de défense de nos industries de souveraineté.

Alexandre Leraître. Ce qui nous a sauté aux yeux, c'est combien les questions de souveraineté en général et de souveraineté économique en particulier, étaient devenues des abstractions aux yeux de ce qu'il est convenu d'appeler nos "élites", lesquelles confondent globalisation et extinction des rapports de force... Je dis "nos" élites, car la situation est tout autre à l'étranger, où la notion de guerre économique est très prégnante, qu'il s'agisse du

Les clients qui achetaient des turbines Alstom n'acquerraient pas seulement une technologie ; ils achetaient la garantie de ne pas être dépendants d'un embargo américain sur leurs pièces détachées.

En sacrifiant la branche énergie renouvelable d'Alstom, GE démontre en creux que la seule chose qui l'intéressait était de mettre la main sur nos turbines nucléaires.

monde politique ou de celui de l'entreprise... Or, on le voit bien, la perte d'un fleuron industriel comme Alstom, c'est tout sauf une abstraction politique ou juridique : c'est un drame national doublé d'une tragédie sociale très concrète, parfaitement quantifiable en termes d'emplois sacrifiés mais aussi de marchés perdus. Les clients qui achetaient les turbines Alstom n'acquerraient pas seulement une technologie ; ils achetaient la garantie de ne pas être dépendants, demain, d'un approvisionnement en pièces détachées susceptible d'être interrompu au gré des embargos dont les Américains sont coutumiers...

En regardant votre film, on a l'impression qu'en dehors des spécialistes du renseignement, personne n'a compris à temps l'objectif principal de l'offensive menée par GE et par l'appareil politique et judiciaire américain pour mettre la main sur les turbines Arabelle de nos centrales nucléaires. Comment expliquez-vous cet aveuglement ?

AL. Outre l'angélisme très idéologique auquel j'ai fait allusion et qui empêche de voir les stratégies, parfois très brutales, qui se dissimulent derrière les grands principes de "complémentarité industrielle" ou de "recherche de la taille critique", la France est clairement en retard – pour ne pas dire gravement déficiente – en matière d'intelligence économique. C'est un sujet qui n'intéresse pas les politiques et à peine plus la presse, qui sacrifie trop souvent au journalisme de commentaire. Et ne parlons pas du "syndrome du grand frère" qui caractérise les rapports franco-américains et nous fait prendre pour argent comptant les promesses venues d'outre-Atlantique. Par exemple, celle de "développer Alstom" en créant 1000 emplois, et autres engagements oubliés sitôt l'affaire conclue...

DG. Ce n'est pas être désobligeant pour Arnaud Montebourg que de dire ici ce que nous avons ressenti : il nous a donné l'impression de découvrir l'aspect "guerre économique" du dossier en regardant notre film ! D'où, peut-être, sa tribune du *Monde*, quelques jours après sa première diffusion par la Chaîne parlementaire : "*Il n'est pas trop tard pour nationaliser Alstom*". A ce déficit d'intérêt pour l'intelligence économique – on devrait d'ailleurs ne pas se cacher derrière son petit doigt, et employer le mot français de "renseignement", qui a le mérite de la clarté et montre bien que nous sommes confrontés à une forme de guerre –, il faut ajouter un facteur purement conjoncturel : quand l'affaire se noue, la France doit faire face à la pire offensive terroriste depuis vingt ans. La DGSI et la DGSE sont sur les dents et leur priorité n'est pas d'investiguer sur l'offensive lancée, depuis les Etats-Unis, contre une entreprise de Belfort, fût-elle une légende vivante...

GE France était alors dirigé par Clara Gaymard, femme de l'ancien ministre de l'Economie Hervé Gaymard. Quelle analyse faites-vous de ces connexions ? Plus généralement, et à l'aune de votre enquête, pensez-vous que les élites politiques et économiques françaises défendent réellement les intérêts des territoires et des citoyens français ?

DG. Je vous renvoie à l'infographie qui clôt notre documentaire : celle des connexions potentielles dont les Américains ont pu bénéficier dans le monde politique français pour mener leur offensive à bien. Spécialement à l'Assemblée nationale, quand il s'est agi de créer une commission parlementaire et que, curieusement, l'opposition n'a pas fait usage de son "droit de tirage" pour l'imposer. Bien sûr, le cas de Mme Gaymard saute aux yeux en raison de ses fonctions éminentes, mais les conflits d'intérêt potentiel sont bien plus nombreux : nous en avons identifié au moins neuf, à droite comme à gauche de l'échiquier. Ont-ils tous joué ? C'est difficile à dire. Mais le résultat, lui, est sans appel : il ne s'est pas trouvé de majorité pour offrir aux Français ce qu'à tout le moins ils pouvaient espérer de leurs représentants : la vérité sur la neutralisation d'une entreprise garante de notre indépendance énergétique. C'est ce que l'ancien député Jacques Myard appelle dans notre film "*une démission de la maison France*"...

S'agissant de la stratégie mise en œuvre par GE – accuser Alstom de corruption pour obliger son patron à céder sa branche énergie – on voit bien l'efficacité redoutable de l'arme utilisée : le statut extraterritorial du droit américain. Cette même extraterritorialité qui sert aujourd'hui à dissuader quiconque de braver l'embargo décrété contre l'Iran... Là encore, cette arme n'est pas nouvelle. Comment expliquez-vous que certains paraissent en découvrir l'existence ?

AL. On doit rendre cet hommage à Donald Trump d'avoir, par ses postures belliqueuses, clarifié les enjeux de la guerre économique, que même un non-spécialiste peut désormais saisir : quiconque ne se soumet pas aux volontés américaines est considéré comme un ennemi. Cette violence assumée a ouvert les yeux de certains qui confondaient un peu trop facilement la simple défense de nos intérêts nationaux avec le nationalisme. Là, ils voient ce qu'est le nationalisme en action... Et ils se rendent compte qu'il faut peut-être réagir avant que d'autres Alstom s'ajoutent à la liste.

L'erreur serait de croire, en effet, que cela est nouveau et dépend de la couleur de l'administration au pouvoir. L'affaire Alstom a été déclenchée sous Barak Obama, président au tempérament en tous points opposé à celui de son successeur et dont le capital de sympathie reste inentamé. Il importe donc de bien comprendre que l'extraterritorialité du dollar et des droits afférents est consubstantielle aux Etats-

Unis : les institutions américaines, à commencer par les services de renseignement sont formées pour les promouvoir, y compris en piégeant leurs proies... Voyez d'où viennent la plupart des "pontes" de la CIA : de la banque et de la finance dont ils maîtrisent d'autant mieux les circuits que leurs "majors" sont presque tous américains. Ce n'est évidemment pas le cas chez nous où la culture du renseignement reste très faible et pas assez tournée vers l'entreprise et l'international.

Vous rappelez qu'avant Alstom, GE avait menacé quatre autres entreprises poursuivies pour faits de corruption des foudres de la justice américaine si elles refusaient ses propositions de rachat. Et l'on se souvient des calamités qui se sont abattues sur Total, Peugeot et BNP quand elles ont gêné leurs concurrents américains... A votre connaissance, Airbus, Sanofi, la Société générale et Areva (aujourd'hui Orano), cités dans le documentaire comme prochaines proies possibles, ont-ils tiré les leçons de l'affaire Alstom ?

DG. Malheureusement, rien de ce que nous annonçons n'a été démenti par les faits. Regardez Areva, qui a dû augmenter son capital pour faire face à ses obligations ; et aussi Airbus, qui a choisi de se dénoncer lui-même dans l'espoir de ne pas payer des amendes trop énormes aux autorités américaines... Pour revenir à Alstom, il faut savoir que son cauchemar continue : en juillet 2017, GE a annoncé la suppression de près de la moitié des emplois de son site de Grenoble, qui fabriquait les turbines de nos principales centrales hydro-électriques. Une source d'énergie propre et renouvelable qui, pour la France, revêt l'importance que l'on sait dans le cadre de la transition écologique. Ni plus ni moins que la troisième source d'énergie en France... Mais qui n'intéressait pas le géant américain. Ce qui constitue bien la preuve en creux que l'unique objectif de GE était de prendre le contrôle de notre technologie nucléaire.

Un domaine, qui, répétons-le, ne concerne pas seulement l'énergie civile, mais a des implications essentielles dans notre Défense nationale : en plus des turbines Arabelle équipant nos centrales atomiques, Alstom fabrique les turbines équipant les moteurs de la plupart de nos bâtiments de surface, dont le *Charles-de-Gaulle*, et ceux de nos sous-marins, y compris nucléaires. C'est dire si cette opération, sur laquelle l'Assemblée nationale n'a pas même daigné enquêter, place l'armée française à la merci des approvisionnements américains.

Autre cession, sur laquelle l'Etat a fermé les yeux, et que souligne le rapport du CF2R de 2014 que nous citons en commençant : en même temps que la branche énergie d'Alstom, nous avons cédé à GE une filiale stratégique majeure : Satellite Tracing Systems, qui contribue à l'efficacité de notre

dissuasion nucléaire par la surveillance constante de l'activité et de la position des satellites alliés ou adverses...

A quoi a servi le décret Montebourg de 2014 censé protéger nos actifs stratégiques ?

DG. Pour servir, il suffirait qu'on l'utilise ! On n'en prend pas vraiment le chemin...

N'est-il pas temps de développer, en liaison avec les régions et les acteurs économiques locaux, une véritable politique d'intelligence économique territoriale qui permette d'identifier les atouts et les faiblesses d'une région ?

AL. C'est évident, et c'est vital, à tous les niveaux. A celui de l'Etat où malgré les efforts de pionniers comme Henri Martre, Rémy Pautrat ou Alain Juillet, les gouvernements n'ont jamais conçu le renseignement économique comme une priorité ; et à l'échelon des régions où la sauvegarde des bassins d'emplois passe par une politique d'intelligence économique territoriale déterminée. Même si l'on note, ces dernières années, un regain d'intérêt pour les questions de renseignement, lié peut-être au phénomène terroriste et au succès d'une série comme *Le bureau des légendes*, on est encore loin du compte et des prises de conscience nécessaires.

DG. Développer l'intelligence économique territoriale dans les cursus d'enseignement est une initiative salubre qui permet de balayer les idées toutes faites – non, la globalisation, ce n'est pas la paix par le commerce, c'est surtout la guerre économique et parfois même la guerre tout court. Cela aide à appréhender le monde tel qu'il est, donc à défendre correctement ses intérêts.

Et puis, qu'on ne s'y trompe pas : en admettant même qu'on ne s'intéresse pas au renseignement économique, le renseignement économique finira toujours par s'intéresser à vous. Comme il s'est intéressé, bien malgré eux, aux salariés d'Alstom. Et comme il vient de s'intéresser, par effraction, au livre qu'était en train d'écrire sur le sujet le journaliste de *L'Obs*, Matthieu Aron, qu'un cambriolage bien ciblé vient de priver de son ordinateur !

1/ www.lcp.fr/emissions/droit-de-suite/283004-alstom-une-affaire-detat.

2/ *Racket américain et démission d'Etat, le dessous des cartes du rachat d'Alstom par General Electric*, Rapport de recherche N° 13 du CF2R, disponible sur www.cf2r.org.

A l'exception de quelques précurseurs, nos gouvernements n'ont jamais conçu le renseignement économique comme une priorité. Et à l'échelon des collectivités, beaucoup reste à faire pour créer une intelligence économique territoriale déterminée.

Le renseignement économique aide à comprendre le monde tel qu'il est pour mieux y défendre ses intérêts.



Guerre fantôme et la presse : extraits

"En France, on constate un blocage culturel vis-à-vis du renseignement, et donc du renseignement économique. L'IE en France est terrifiée par l'idée d'être amalgamée à de l'espionnage industriel et fait le maximum pour gommer toute filiation avec le renseignement. La discipline se veut plutôt une nouvelle forme de management, limitée à la veille, au traitement et à la diffusion de l'information. Le terme de "guerre économique" est rejeté par tous les fonctionnaires de Bercy, et les entrepreneurs de manière générale restent campés sur une vision non conflictuelle de l'économie, uniquement régie par l'offre et la demande.

Quant à la coopération entre le renseignement français et l'entreprise, elle est quasi inexistante, là où la NSA travaille main dans la main avec les grands groupes américains pour leur faire gagner des parts de marché.

On est là au cœur de ce qui a rendu l'affaire Alstom possible, car une cellule de renseignement économique (la D2IE), rattachée au Premier ministre, avait été alerté plusieurs mois à l'avance sur les risques pesant sur l'entreprise, mais elle n'a pas bénéficié de soutien politique, et ses requêtes sont restées sans réponse."

David Gendreau et Alexandre Leraître interrogés sur **Le Portail de l'IE** (www.portail-ie.fr).

- "C'est une guerre économique souterraine que livrent les États-Unis aux entreprises françaises et européennes. Sous couvert de lutte contre la corruption, les Américains affaiblissent certaines entreprises stratégiques pour mieux se positionner sur les marchés mondiaux."

Benoît Colombat, **France Inter**, 20 janvier 2018.

- "Dans ce documentaire fondamental, le général Henri Bentegeat, ancien chef d'état-major des armées, explique comment, après le refus de la France de suivre les États-Unis en Irak, ces derniers avaient suspendu les livraisons de pièces de rechange à la France. A six mois près, les avions du porte-avions Charles de Gaulle ne pouvaient plus décoller, faute de catapultes. Heureusement, à l'époque, 97% des équipements français étaient produits par des entreprises nationales ou européennes... Avec la vente d'Alstom à General Electric en 2014, les turbo-réducteurs du Charles de Gaulle sont à discrétion des États-Unis..."

Natacha Polony, **Le Figaro**, 30 septembre 2017.

"L'enquête minutieuse menée par les deux journalistes renforce la thèse selon laquelle c'est parce qu'elle se savait menacée par une lourde sanction financière qu'Alstom a accepté l'offre de General Electric. Pourtant, cette cession remet en cause l'indépendance énergétique et militaire de la France".
Joël Morio, **Le Monde**, 24 septembre 2017.

Abstract

The lessons of a Ghost War: The Alstom Take Over by General Electric

The authors of the documentary film 'Ghost War, the Sale of Alstom to General Electric', which has been a hit on the French Parliamentary Channel since 2017, David Gendreau, the producer, and Alexandre Leraître, an Economic Intelligence Analyst, have just started a company, MGS (Media Geo Stratégie) which is to specialise in media communication focused on major geopolitics stakes. Its mission: Help companies which operate in an economic warfare context.

In the interview they gave to EM Normandie Director General Jean-Guy Bernard, David Gendreau and Alexandre Leraître review this takeover of the Alstom Energy Branch by the US firm General Electric and its multifaceted consequences on France and some of its territories like Normandy. They argue for greater consideration given to Territory Economic Intelligence in public policies in order to prevent similar raids from harming our economy in the future.



Comprendre & Entreprendre
Une publication de l'EM Normandie
Directeur de publication : Jean-Guy Bernard
Illustration Rossana - ISSN en cours

Contact: Ludovic Jeanne
EM Normandie 9, rue Claude Bloch 14052 Caen cedex 4
Tél. : +33 (0) 2 31 46 78 87
Courriel : ljeanne@em-normandie.fr - www.em-normandie.com

Notre vision de l'Intelligence Économique et Territoriale

Comment rétablir dans nos économies le sens du stratégique, réhabiliter le long terme, se protéger tout en se montrant innovant ? En conciliant veille et action, vision et pragmatisme, l'Intelligence Économique & Territoriale (IE&T) s'impose comme un levier de compétitivité. Ensemble cohérent de pratiques et de connaissances, l'IE&T aide les entreprises comme les territoires à se positionner, se défendre mais aussi anticiper et se développer. Agir avec succès exige d'éclairer l'action par une compréhension fine des marchés et des environnements. À cet égard, l'IE&T est l'affaire de tous. Car le sens des responsabilités de chacun décide du succès commun.

De fait, l'IE&T s'impose à la fois comme un mode d'action et un regard multidimensionnel, cherchant à comprendre la complexité du monde pour mieux la maîtriser. L'IE&T nous invite ainsi à redéfinir nos cultures organisationnelles, à revoir nos pratiques et nos méthodes. Rien ne se fera sans convergence entre acteurs publics et privés, sans l'adhésion de tous à un projet commun, enraciné dans un territoire. Face aux nouveaux défis, mêlant harmonieusement action et réflexion, l'IE&T constitue le socle des succès à venir.